



Lettre d'info *juin 2011*

Edito

On habite tous quelque part, on a tous quelque chose à dire sur l'habitat, le « *chez soi* ». Parce que le droit au logement est reconnu comme droit social depuis 1946, la question de « *où et comment on habite* » est à traiter prioritairement, dans une société où le droit au logement n'est pas garanti pour tous.

RELIER, réseau d'expérimentation et de liaison des initiatives en espace rural né dans les années 80 au sein de réseaux de l'éducation populaire, s'intéresse à la vitalité des territoires ruraux et aux initiatives de leurs habitants. L'association observe les difficultés qu'ils rencontrent dans leur installation et leurs activités, et organise la réflexion collective pour les lever. De la formation des exploitants ruraux, en passant par l'accompagnement à la création des premiers points de vente collectifs en Rhône Alpes, puis la recherche d'alternatives collectives et solidaires pour l'accès au foncier agricole, RELIER s'est emparé de nombreux sujets. En proposant des espaces adaptés au défrichage des problématiques, l'association mise sur l'intelligence collective, la multiplication des points de vue, la recherche d'alternatives par le débat et la contradiction.

Les thématiques phares de RELIER n'ont cessé de tourner autour de la création d'activités agri-rurales, la culture, et plus récemment l'habitat et la forêt. A l'issue du chantier qui a donné naissance à Terre de Liens en 2006, RELIER a surtout concentré ses efforts sur l'animation d'un réseau d'acteurs de l'habitat préoccupés par la place de l'habitat dans les stratégies d'aménagement des territoires ruraux. Des groupes d'habitants, des chercheurs, des collectivités

locales, des élus, des associations, des architectes, artisans et urbanistes se sont réunis pour traiter des problématiques telles que l'habitat indigne, la précarité énergétique, le mitage des paysages par la construction neuve et le développement des centres urbains, le développement d'activités et de filières économiques liées à la construction, la rénovation et la maîtrise énergétique, et la participation citoyenne dans les choix d'aménagement des territoires. Les avancées et perspectives de ces travaux sont présentées ici.

Depuis 2009, la vie associative de RELIER est en chantier permanent : les bénévoles et salariés ont décidé de recréer ensemble un cadre nouveau et partagé, une forme de gouvernance adaptée aux spécificités de l'association.

Enfin, le Réseau des alternatives forestières, créé au sein de RELIER en 2008 et qui propose de repenser la gestion des forêts et de relocaliser l'économie forestière s'est consolidé et fait de plus en plus échos aux préoccupations locales.

Il sera question d'ouvrir ces chantiers et de les discuter à l'occasion de la prochaine Assemblée Générale de l'association, qui se tiendra le 15 octobre 2011 à Clermont-Ferrand.

Vie associative	
p 2	Vers une nouvelle gouvernance dans RELIER ?
p 2/3	De RELIER à Terre de Liens
p 16	Assemblée générale et agenda
Forêt	
p 3/4	Le réseau pour les alternatives forestières explore et agit sur les métiers, pratiques et filières
Habitat	
p 5	Eco habitons solidaires en Massif Central, le programme habitat de RELIER
p 6/9	Habitat et vie rurale, débattre dans l'espace public à partir des Portraits de lieux en vie
p 10	Quelles chaussures pour votre projet d'habitat participatif, écologique et solidaire ?
p 10/11	Les habitats mobiles : cul de sac social ou territoires libérés pour une autre économie ?
p 12	Expérimentation avec la Fondation de France : Eco-réhabilitation à dimension sociale et participative
p 13	Retour de rencontres RELIER dans le Morvan (58)
p 14	Rencontres de l'urbanisme participatif et créatif dans le Puy de Dôme

Vie associative

Vers une nouvelle gouvernance dans RELIER ?

Depuis le trou d'air provoqué par le départ de Terre de Liens en 2006, une réflexion a été conduite sur ce que nous appelons maintenant la « gouvernance » de RELIER. Comprenez : la direction de l'association et son fonctionnement démocratique. La question ne s'était jamais posée avec une telle insistance depuis sa création en 1985. Pour comprendre les raisons de cette démarche trois éléments sont à prendre en compte : l'histoire de RELIER, la nature de l'association et enfin son évolution récente.

Quand RELIER était chapotée par d'autres mouvements

En 1981, l'arrivée de la gauche au pouvoir laissait espérer la formation d'un large mouvement d'agriculteurs indépendants et alternatifs à l'agriculture productiviste. Peuple et Culture de l'Isère avec d'autres mouvements associatifs et syndicaux ont tenté d'accompagner cette dynamique en rédigeant le Manifeste « Campagne et Société » et en constituant une plateforme du même nom, qui avortera quelques mois après sa naissance. Pour pallier ce vide, et souhaitant éviter que le capital d'expériences et d'analyses accumulé depuis 1979 s'isole dans les Alpes, les responsables de Peuple et Culture créent RELIER. Cet outil producteur de rencontres et diffuseur d'idées était nécessaire pour ne pas étouffer à Grenoble.

RELIER est donc fondée avec la complicité de quelques agriculteurs mais sans que la question de l'adhésion soit véritablement posée, que ce soit pour les personnes morales ou les personnes physiques. Pour RELIER, sorte d'appendice de Peuple et Culture de l'Isère et créé par défaut, la question de sa direction politique ne se posait pas, étant intégrée dans la dynamique générale de l'association fondatrice. Même si les CA de RELIER n'ont jamais été des fantômes, il en a cependant résulté une culture associative où le projet l'emportait sur les considérations de fonctionnement démocratique. L'expérience montre qu'il est difficile de faire évoluer la culture d'une association.

Association mouvante et sans ancrage local

Par nature, RELIER est une association dont le fonctionnement est difficile à comprendre et à définir. Ce n'est pas véritablement un réseau même si son mode de fonctionnement en épouse les aspects souples et informels. C'est une association nationale sans véritable assise territoriale, dont les thèmes de travail sont éminemment nationaux... Dur, dur, dans ces conditions, d'être un administrateur clairvoyant et de garder sur le long terme un CA qui prenne de la « bouteille ».

S'organiser autrement

L'évolution récente du travail de RELIER sur l'habitat, la forêt et la culture et son dynamisme ont entraîné le renfort des effectifs salariés (4 salariés pour 3.5 ETP - équivalents temps plein). Même si le nombre de salariés reste modeste, il n'a jamais été aussi important dans l'histoire de l'association. Logiquement se posent donc des questions d'organisation du travail, de coordination et de relation avec les administrateurs. C'est pour toutes ces raisons que le conseil d'administration a décidé de consacrer plusieurs séances de travail à la gouvernance. Pour faciliter la réflexion, le CA a fait appel à Claudia Flatten, professionnelle de la communication et fondatrice de l'association OïSA (Observatoire itinérant des systèmes alternatifs). Grâce à des techniques d'animation, elle a encadré le repérage par les administrateurs et salariés des problématiques clés de la gouvernance de l'association. En simplifiant un peu, on peut dire que l'essentiel des questions concerne le rapport entre salariés et bénévoles : quelles sont leurs places respectives, quels rôles jouent-ils, comment circule l'information entre les deux parties, qui prend les décisions, comment choisit-on les nouveaux axes de travail, qui oriente et veille au projet politique de l'association ? Un consensus s'est dégagé pour reconnaître que les salariés détenaient une part du pouvoir, la question étant alors de savoir comment équilibrer ce pouvoir avec celui du conseil d'administration, composé uniquement de bénévoles. Si les discussions sont bien avancées (notamment sur les responsabilités de chacun), plusieurs questions, bien que débroussaillées, restent en suspens... à suivre !

Jean Le Monnier, administrateur



De RELIER à Terre de Liens

Terre de Liens a connu ces dernières années un développement spectaculaire.

Le rôle joué par RELIER dans la fondation de ce mouvement se situe à trois niveaux : analyse, méthode et valeurs.

L'analyse socio-économique

RELIER a hérité du travail réalisé au sein de Peuple et Culture de l'Isère sur la vitalité économique et sociale des exploitations agricoles non dépendantes de la grosse machine agroalimentaire et de ses déviances connues : concentration des terres, exode rural, désertification et déprise agricoles, pollution et épuisement des sols. Les travaux sur la Très Petite Entreprise rurale (TPE) menés par RELIER dans les années 80 a complété ces analyses.

La méthode

Un groupe pluridisciplinaire composé d'agriculteurs, chercheurs, agents de développement, animateurs, techniciens agricoles, fonctionnaires a observé l'excellence des résultats économiques au sein de ces petites exploitations. Une fois le constat établi, des solutions pour lever les obstacles au développement de ce type d'agriculture restaient à imaginer. Commence alors la mise en place de groupes d'échanges et d'expérimentations sur la vente directe des produits fermiers, la mécanisation, l'auto-construction, l'accueil à la ferme, les pratiques vétérinaires... et dans le prolongement de ces groupes, les rencontres nationales de RELIER organisées avec de nombreux partenaires.

Les valeurs

Ce travail a été conduit au sein d'une association d'éducation populaire dont les valeurs s'attachent à la vie démocratique, la solidarité, la justice sociale, l'engagement citoyen, les regards croisés, l'action collective...

Sur ce terreau a poussé la belle aventure de Terre de Liens. En février 1998, lors d'une rencontre nationale de RELIER, un atelier est organisé sur l'accès au foncier, considéré comme un des obstacles à l'installation de jeunes en agriculture. Ensuite, le travail se poursuit au sein de RELIER où un partenariat se construit avec le mouvement de la culture biodynamique, la NEF (Nouvelle économie fraternelle), des militants du syndicalisme agricole et du développement local, des juristes... Les enquêtes sur les pratiques de gestion collective du foncier montrent leur intérêt mais aussi leurs limites. Il faut inventer de nouvelles solutions : du creuset des expériences multiples naissent Terre de Liens, la Foncière, les associations régionales, le Fonds et bientôt la Fondation !

Pour plus d'informations : www.terredeliens.org

Jean Le Monnier, administrateur

Forêt

Le réseau pour les alternatives forestières (RAF) explore et agit sur les métiers, pratiques et filières

Dans le contexte actuel de dérèglement climatique et de crise énergétique et financière, les forêts et les bois sont de plus en plus convoités. RELIER propose une recherche-action visant à favoriser l'émergence et le développement de pratiques forestières alternatives, pour que les besoins en ressources naturelles et locales soient effectivement satisfaits durablement, dans la solidarité et le respect de la terre.

Forêts convoitées

Industrie mondiale du bois de plus en plus prégnante, filière bois-énergie en développement, marché carbone émergent, marché financier en quête de valeurs refuges, la forêt et les forestiers sont mis sous pression de toutes parts. Coupes rases, usages de pesticides, simplification technique, exploitation mécanisée, perte d'emplois et de savoir-faire, rachat par de gros acteurs financiers ; en un mot la forêt semble devenir un capital comme les autres, soumis à des enjeux financiers de court terme. Or la qualité de la forêt et donc de sa gestion détermine pour beaucoup nos paysages, la qualité des eaux, le climat, la biodiversité mais aussi l'emploi local et l'autonomie en ressources naturelles.



Photo : chantier collectif lors des 5^{èmes} rencontres du RAF en Dordogne

Les acteurs de la gestion alternative de la forêt se rencontrent

Malgré les difficultés, des professionnels font encore le choix de travailler et vivre de la forêt dans une vision à long terme et innovent dans leur métier. Mais l'isolement des initiatives et le manque de fédération des acteurs dessert leur crédibilité et limite leur développement. RELIER et le Réseau pour des Alternatives Forestières (RAF) ont commencé en 2008 une mise en réseau des personnes agissant pour une gestion forestière douce et une valorisation du milieu forestier. Une centaine de personnes se sont déjà réunies au cours de cinq rencontres : propriétaires, agents et techniciens forestiers, experts, exploitants et entrepreneurs, élagueurs et arboristes, scieurs et artisans constructeurs, paysans et éleveurs, naturalistes et amoureux des arbres... Ils ont échangé et partagé leurs expériences sur des pratiques alternatives (exclusion des coupes rases et des pesticides, coupes sélectives, plantations mélangées, débardage à cheval, filières courtes, achat collectif de forêts, entreprises innovantes...). De ces rencontres, sont nés des équipes de chantiers, une formation, des vocations, de nouveaux projets innovants et collectifs, des émissions radio, etc... Un comité de pilotage s'est constitué en janvier 2011 pour porter collectivement cette dynamique et définir ses orientations.

Pas fini de bûcher !

Fort de l'émergence de ce réseau, RELIER et le RAF proposent de poursuivre ce travail sur cinq thématiques à mener conjointement :

- le décloisonnement : des rencontres et un bulletin de liaison pour développer le réseau, créer du débat, échanger des pratiques, multiplier les points de vues, ouvrir de nouvelles voies ;
- la caractérisation des pratiques alternatives : définir le socle commun de l'éthique et des pratiques alternatives, repérer et valoriser les expériences alternatives exemplaires ayant une incidence directe ou indirecte positive sur la gestion forestière, comprendre les leviers pouvant faciliter l'émergence d'autres initiatives ;
- la formation et l'accompagnement à la création d'activités forestières innovantes : développer les savoir-faire en gestion forestière alternative, soutenir des actions locales, expérimenter ;
- l'accompagnement à l'acquisition foncière collective : acquérir des forêts pour que des forestiers s'y installent et développent des pratiques respectueuses, conserver et valoriser à long terme des forêts en les maintenant à l'abri de la spéculation et d'une exploitation « brutale », avoir des lieux de démonstration ;
- l'information et la formation de la société civile : sensibiliser aux enjeux forestiers et aux alternatives existantes, promouvoir des comportements responsables (consommateurs, forestiers, propriétaires) et des actions collectives.

Cette dynamique suscite beaucoup d'intérêt pas son caractère innovant et créateur de liens, dans un secteur qui semblait jusqu'ici « à la traîne » dans le repérage et la promotion d'alternatives solidaires et écologiques. Nous espérons pouvoir la poursuivre avec tous les membres actuels du RAF et avec tous ceux qui souhaitent agir pour la forêt.



Photo : Bernard, menuisier forgeron, et sa famille, lors d'une visite de parcelle en Dordogne (5èmes rencontres du RAF).

A lire ou écouter

- Emission *Terre à Terre* de Ruth Stegassy sur France Culture le 02/10/10 :

Gérer autrement la forêt, téléchargeable sur :

<http://www.franceculture.com/emission-terre-aterre.html-0>

- Articles de presse sur le site internet de RELIER.



Prochaines rencontres du Réseau pour les Alternatives Forestières

1 et 2 octobre 2011 à Verdalle dans le Tarn

Gestion forestière,
environnement et éducation

Pour s'inscrire, envoyer un mail à :
alternatives.forestieres@yahoo.fr

Le RAF présente la formation "eco-gestionnaire récoltant forestier" au CFPPA de Digne Carmejane (04)

L'organisation de l'exploitation du bois en France repose sur la segmentation des tâches : ingénieurs ou techniciens qui choisissent les arbres à abattre, bûcherons qui coupent et débitent les arbres marqués sans pouvoir de décision, négociants qui commercialisent le bois... Pour recréer des circuits courts, diminuer le nombre d'intervenants et redonner indépendance, sens et reconnaissance au métier de bûcheron, des forestiers du RAF ont imaginé et vont animer une formation intitulée " **eco-gestionnaire récoltant forestier** ". L'objectif est de donner aux participants tous les éléments nécessaires pour concevoir et réaliser en toute autonomie des coupes sélectives (respectueuses de la biodiversité, des sols, des eaux et des paysages) et valoriser au mieux les débouchés sur des circuits locaux.

Ce projet rencontre le soutien d'acteurs locaux (mairie de Digne, ONF, PILES et Groupements d'Employeurs). Les financements ont été obtenus et la première session va débuter en septembre 2011 pour quatre mois. Les inscriptions sont lancées, en espérant que des participants motivés viennent y apprendre le métier.

Contact : Jean-Pierre Meng du CFPPA de Carmejane (Digne),
coordonnateur de la formation / jean-pierre.meng@educagri.fr

Eco-habitats solidaires en Massif Central Le programme habitat de RELIER

RELIER lance en 2006 une réflexion collective sur l'accès à l'habitat en milieu rural. Une première phase de 3 ans est consacrée à la mobilisation d'acteurs et au débroussaillage des problématiques. Les cinq rencontres thématiques organisées entre 2007 et 2010 sont en effet le lieu pour confronter des expériences et des analyses, se découvrir des atomes crochus, se donner un cadre de travail. Des groupes thématiques y ont vu le jour et se sont mis au travail, pour avancer vers des solutions alternatives aux problématiques définies ensemble. Un guide pratique à l'usage des élus et agents de développement pour la mise en œuvre d'actions locales en faveur de la création d'activité en milieu rural, de l'accès au foncier et au bâti a aussi été édité.

Le programme 2010-2012

A l'issue de cette première phase, quatre grands objectifs se dégagent pour le programme Eco-habitats solidaires en Massif Central :

- Favoriser l'émergence d'habitat groupé écologique et solidaire en milieu rural, notamment par l'accompagnement humain et technique, en concevant des outils juridiques et financiers permettant de créer de l'habitat non-spéculatif et de sécuriser l'accès à l'habitat, particulièrement pour des individus ou collectifs dont la capacité d'investissement est limitée.

- Accroître les connaissances et la participation des différents acteurs (élus, acteurs institutionnels, associations, grand public) dans l'habitat écologique et social, afin de permettre aux populations de participer aux choix d'aménagement de leur territoire, de prendre part à la vie de leur quartier et à la conception, réhabilitation, entretien de leur habitat. Il s'agit de recréer un lien social au plus proche du lieu de vie. L'enjeu est aussi de faciliter aux élus de petites communes la mobilisation des ressources techniques, financières et d'animation pour envisager des projets de réhabilitation ou de création d'habitat social.

- Favoriser les métiers, les filières émergentes et la création d'activités autour d'un habitat écologique et solidaire, dans un contexte local de ressources et savoir-faire disponibles et avec une approche globale des consommations énergétiques de l'habitat, sa construction et sa fonctionnalité.

- Favoriser l'accès à un logement pour les nouveaux arrivants défavorisés. Il s'agit là d'imaginer des solutions pour les communes, souvent confrontées au problème d'un patrimoine bâti vacant, non valorisé et en dégradation (les « dents creuses »). La difficulté est de trouver des modes de réhabilitation abordables pour améliorer le confort de l'habitat tout en préservant la valeur patrimoniale du bâti. Il s'agit aussi de développer des alternatives pour les personnes à faibles ou très faibles revenus, subissant une précarisation toujours croissante et une offre de logements sociaux réduite ou inexistante.

Vaste chantier, s'il en est !

Pour le mener à bien, de nouvelles rencontres thématiques sont organisées, les outils développés lors de la 1ère phase sont diffusés et trois groupes de travail sont constitués :

- le premier travaille au montage d'un outil financier facilitant l'accès collectif et solidaire au logement et à l'habitat groupé ;
- le second envisage la création d'une plateforme de mise en lien des porteurs de projet d'habitat collectif et des accompagnateurs de groupes-projet ;
- le troisième s'emploie à la mise en réseau et le partage d'expériences entre les acteurs de l'auto-construction et développe une réflexion sur la place de l'habitat léger et mobile dans la société.

Une expérimentation menée par la Fondation de France sur l'éco-réhabilitation sociale et participative associe RELIER à une réflexion sur l'accession pour les personnes en difficulté à un logement digne et écologique.

Les quatre salariés, les administrateurs, les partenaires et de nombreux membres du réseau de RELIER sont engagés dans ce vaste chantier, possible grâce au soutien financier de la DATAR Massif Central (programme européen FEDER), les régions Auvergne, Bourgogne, Limousin, Midi-Pyrénées et Rhône-Alpes, la Fondation de France, la Fondation Abbé Pierre, le Secours Catholique et le FNDVA (Fonds national pour le développement de la vie associative).

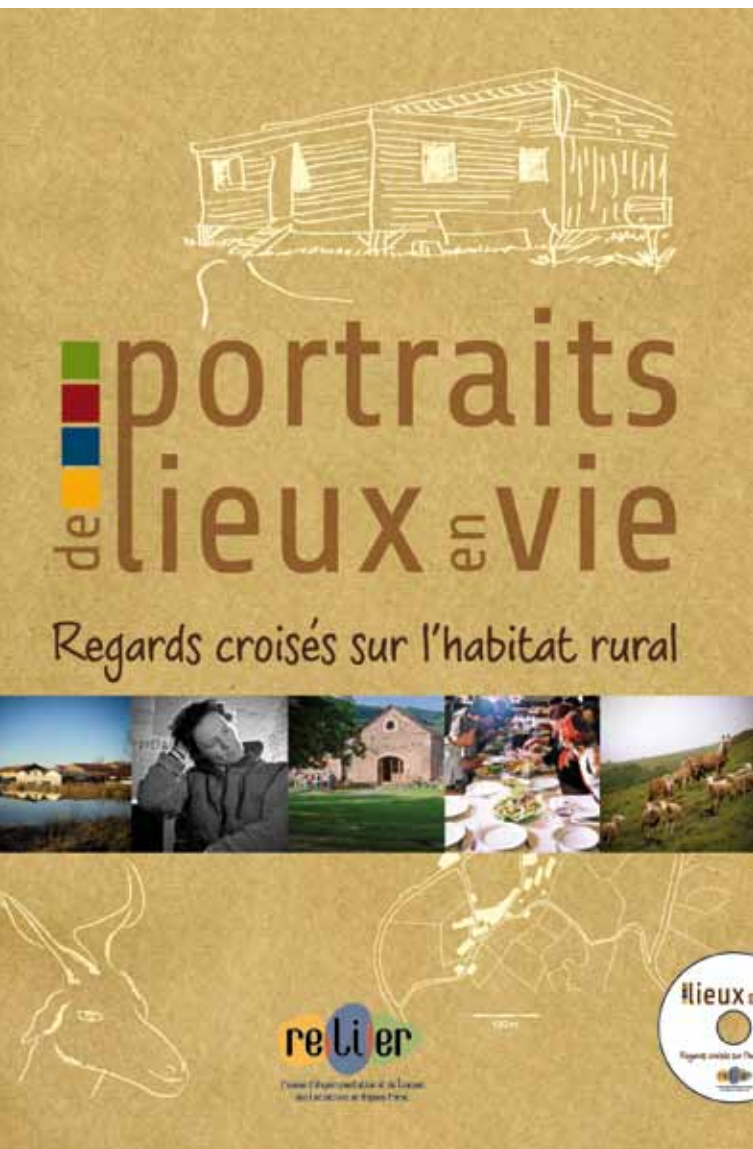
Et après ?

A l'image du mouvement Terre de Liens, les éventuels outils et alternatives co-construits au sein des groupes de travail et de RELIER, deviendront autonomes et sortiront du giron de l'association, une fois leur consolidation assurée. Ainsi RELIER pourra s'emparer d'autres sujets et s'en prendre aux friches, comme à son habitude.

Habitat et vie rurale

Débatte dans l'espace public à partir des Portraits de lieux en vie

Examiner un habitat c'est rendre compte de la complexité, d'une diversité de variables en relation, c'est donc multiplier les regards, les croiser et étudier leur complémentarité. Au sein de RELIER, des artistes plasticiens, des architectes, un urbaniste et des praticiens de sciences humaines se sont retrouvés pour ausculter collectivement des formes d'habitat originales dans le Massif Central. Sans présupposer de l'issue de cette aventure et des manières de la raconter, ils ont pris la route.

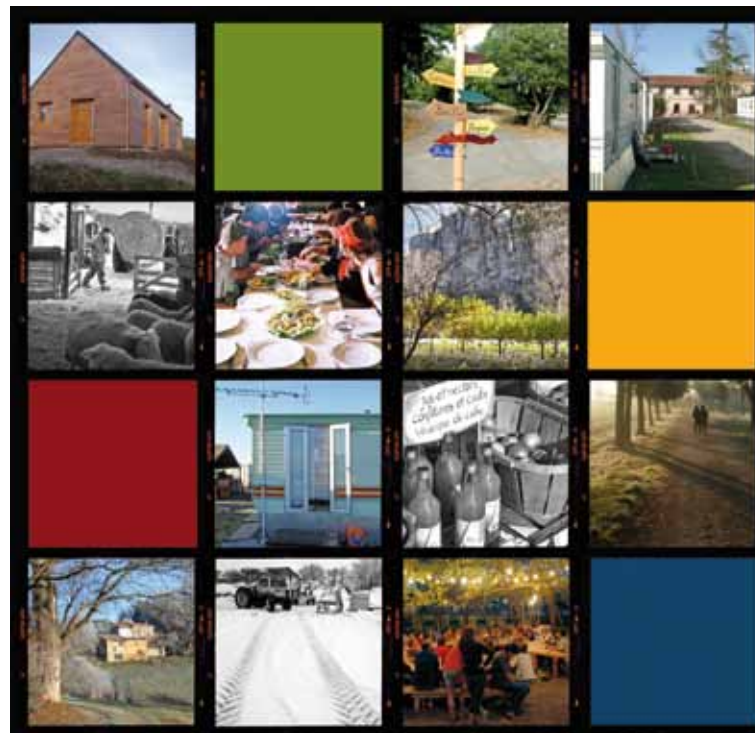


Le livret-diaporama Portraits de lieux en vie

Le diaporama « Lieux en vie », né de cette recherche-action collective, n'est pas un documentaire, ni une retranscription linéaire et démonstrative. Il a plutôt été pensé comme une peinture subjective, une ballade sensible voire poétique, traversant treize lieux de vie représentatifs de la richesse et du foisonnement d'expériences et d'activités en milieu rural. Un livret d'une soixantaine de pages accompagne le diaporama pour raconter plus en détail l'organisation et l'activité sur chaque lieu visité.

L'objectif est ici d'éveiller la curiosité et de montrer des possibles, de susciter des envies, en partant d'expériences réelles, concrètes et contemporaines. Ces habitats sont tous implantés en milieu rural, sont reliés à leur environnement social et naturel, et valorisent les ressources locales pour faire vivre le lieu, ses habitants et leurs activités.

Ces expériences ne doivent pas être appréhendées comme des exceptions (« *qui confirmeront la règle* »), des lieux de curiosité, des lieux « musées », voire des lieux « zoos » que l'on viendrait visiter. Ce ne sont pas non plus des modèles : inutile de penser leur éventuelle transposition comme un copier-coller. Il ne s'agit pas de « *faire comme* »..., mais de « *penser à partir de* »...



La tournée : des projections - débats pour interpeller les citoyens sur les multiples manières d'habiter

Dans une société qui se subit elle-même, ces hommes et ces femmes agissant sur leur habitat entendent participer autrement à la vie de leur territoire. Ils s'interrogent sur les articulations entre le local et le global, entre l'individu et le collectif ; ils questionnent les notions d'activité et de travail, de citoyenneté et de pouvoir ; ils agissent sur leur alimentation et la façon de la produire ; ils prennent position sur le droit au logement, l'accès à la terre, la répartition des richesses, le rapport à la propriété. Chacun à leur manière, ces lieux de vie sont le théâtre d'expérimentations incarnées touchant au philosophique et au politique : des « **utopies réalisées** » qu'il est intéressant d'interroger.

Depuis septembre 2010, les Portraits de lieux en vie sont présentés lors de projections - débats, sur les lieux ayant nourri l'étude, mais aussi à la demande d'associations, élus, collectivités, individus, dans le cadre d'événements thématiques, de réunions de travail, de rencontres militantes, partout en France. Il s'agit, quel que soit le contexte, de prendre du recul à travers cette ballade sensible et d'y piocher ce qui fait sens pour traiter une problématique locale ou un sujet de société pour lequel des participants se sont rassemblés.



Une vingtaine de projections-débats ont été organisées entre septembre 2010 et avril 2011. De la journée mondiale de l'urbanisme, aux rencontres nationales du DAL, en passant par celles du Réseau des Alternatives Forestières ou les universités d'été d'Alternative Libertaire (etc), les Portraits de lieux en vie ont agrémenté des événements thématiques et militants traitant de l'habitat et de la ruralité. A une échelle plus locale, le diaporama a aussi été projeté pour des soirées conviviales ou pour alimenter des discussions entre habitants de petits territoires ruraux : à St Céré (46), St Affrique (12), St Sever du Moustier (12), Vispens (12), Balazuc (07), St Jean-du-Gard (30), Eure (26), Vertolaye (63), Celles (34), Minerve (34), Glux en Glenne (58), La Villedieu du Temple (82).



Projection dans la yourte à Celles (34) - festival Hos Ayas - 24/09/10 - photos : M. Poinssot

Habiter ou faire société, multiples facettes d'un débat public

Au fil de la tournée, les discussions semblent se rejoindre autour de préoccupations et analyses communes, d'autant plus riches qu'elles sont contradictoires. En voici un balayage rapide.

Du lien entre anciens et nouveaux habitants

La discussion animée autour de l'idée selon laquelle «les néo-ruraux dynamisent les campagnes» est souvent là pour rappeler que les rôles ne sont pas établis, que les craintes et les implications respectives ne sont pas qu'une histoire d'origines et ont parfois constitué des faux problèmes.

Habiter : appartenir à, mélanger ses racines avec les racines locales, faire partie de.

Habiter : pour soi c'est exister, pour les autres c'est être de là.

Etre habitant : participer à la vie du quartier.

Du rapport à la propriété

Dans une société où le foncier et le bâti se transmettent par héritage, la propriété individuelle est un socle ancré, sensible et controversé, lié aux valeurs de la famille. On dit pourtant que la propriété divise. Revendiquer un habitat digne pour tous, c'est envisager la fin d'une société de propriétaires et la neutralisation des phénomènes de spéculation, c'est œuvrer à l'émergence d'alternatives multiples replaçant le foncier et le bâti dans le bien commun.

De la mixité sociale

Les habitats collectifs où les habitants se regroupent par affinité sont-ils des ghettos ? Quelle place est accordée à la mixité sociale et au renouvellement des habitants au sein des groupes et communautés ? Comment les habitants de ces groupes envisagent-ils la fin de vie dans ces lieux souvent rustiques et isolés ? Comment la transmission du mode de vie et du patrimoine à d'autres personnes est-elle traitée ?

Habitat : petit monticule où les habits sont empilés en tas.

Habiter, c'est un moment.

Du rapport au temps et de la réversibilité

Habiter pour un temps, habiter pour toujours... La maison, le bâtiment sont traditionnellement conçus pour durer, avec des fondations, parfois des vieilles pierres et des matériaux lourds. Ils modifient le paysage et resteront là, indéfiniment, habités ou non. L'habitat léger et démontable renvoie à un autre rapport au temps : être là pour un temps, restituer le lieu et l'espace au terme de la période d'habitation, minimiser l'empreinte écologique.

Habiter : ensemble des activités qui permettent le développement de la vie.

De la marginalité versus changer la société

Dans les Portraits de lieux en vie, l'apport de ces expériences dans une nouvelle économie locale non capitaliste n'est pas toujours mis en valeur. Mais si la société est à changer, à quoi servent ces petits projets marginaux qui touchent trop peu de gens, et sont le fait d'initiatives individuelles relativement isolées ? Des citoyens appellent à la vigilance : on ne peut pas prétendre que la société va mieux parce qu'on construit dans son coin des projets alternatifs en déconstruisant les modèles dominants.

Habiter, c'est un droit, un accès à des services publics.

Du lien entre habitants et collectivités

Des habitants porteurs de projets disent : «Il faut faire, expérimenter, et ensuite rallier les politiques à nos actions». Car habiter nécessite des services publics et donc l'engagement des collectivités. Le rapport de confiance entre habitants et collectivités est incontournable.



Ombres de paroles – Rencontres RELIER – Bourgogne – photos : S.Brault

Habiter : adapter ou agencer en fonction des besoins et des usages.

Habiter : un dehors, un dedans, un lieu que je vois, que je ne regarde plus mais qui est là.

De la place pour ce type de projets en ville

La campagne constitue-t-elle un terrain de liberté plus fertile pour l'habitat collectif, l'auto-construction, le développement d'activités économiques sur le lieu de vie ? Le rapport à l'espace, plus ouvert et plus vacant en milieu rural, est-il déterminant pour que les habitants deviennent acteurs de leur habitat ? N'y a-t-il pas une tendance campagnarde à revendiquer plus d'espace par habitant et donc à contribuer à la dispersion de l'habitat individuel ? Certains disent qu'en ville, les projets atypiques se fondent plus naturellement dans le paysage... C'est aussi en ville, où l'habitat est regroupé, que le vivre ensemble et les choix d'urbanisme devraient préoccuper habitants et pouvoirs publics.

On habite un lieu pour les séries d'expériences, de souvenirs et de liens que l'on a créés.

Habiter un lieu : y glisser son âme.

Du rôle des architectes et de l'urbanisme

L'urbanisme n'est pas seulement une question urbaine, mais aussi et surtout une question d'aménagement d'un territoire. Il y a des usages, des fonctions, des espaces privés, des espaces publics, des constructions et des espaces entre les constructions. Il n'y a jamais juste un habitant et sa maison...

Habiter : un lieu de vie, être libre de choisir.

Du rapport rêve - réalité, de la construction de soi

Le frottement entre projet, rêve et difficultés, obstacles est le lot commun des habitants porteurs de projet. L'évaluation des potentiels et des risques est un point de départ incontournable, et le rapport à l'échec, au changement de cap, à l'endurance est continuellement éprouvé. L'expérimentation et la créativité sont la matière première, la principale ressource. Inventer et façonner le lieu de vie engage l'individu et le collectif dans ce qu'il y a de plus sensible.

Pour commander les Portraits de lieux en vie (coffret regroupant un livret et un diaporama) ou pour organiser une projection-débat, contacter l'association RELIER.

Pierre Gillet, administrateur
Marion Poinssot, salariée

Quelles chaussures pour votre projet d'habitat participatif, écologique et solidaire ?

De nombreux aspirants à un habitat participatif, écologique et solidaire peinent à obtenir des financements, trouver des statuts adaptés à leur projet et mobiliser des interlocuteurs en capacité de travailler avec eux, qu'il s'agisse des banques, des notaires ou des pouvoirs publics. Ne trouvant pas chaussure à leur pied, beaucoup de projets se cassent les chevilles avant même de voir le jour. Les porteurs de projets peuvent-ils faire leur marché chez les financeurs habituels ? Faut-il envisager d'autres solutions ?



Eco-hameau de Silfiac -Morbihan - photo : A. Römer

Les pieds trop serrés

Les cadres juridiques et modes de financements conventionnels s'articulent difficilement avec la réalité de projets collectifs où les dimensions non spéculative et solidaire ont une grande importance.

Des associations comme Eco Habitat Groupé ont observé deux tendances majeures de l'habitat participatif et collectif depuis 30 ans :

- L'accession à la propriété : chaque famille ou habitant a négocié ses prêts individuellement et l'effet de groupe pour mobiliser des finances n'a pas pu jouer.

- La location avec un bailleur social : dans certains cas, le bailleur social a laissé les habitants se choisir entre eux, et investir les lieux de manière collective.

Ce n'est souvent que lorsque des bailleurs sociaux ont vendu des appartements que des propriétaires et des locataires se sont côtoyés dans un même lieu.

Changer de pointure

De nombreux groupes en constitution, à l'étroit dans leur première paire de chaussures, décident de changer de pointure, parce qu'ils sont en pleine croissance ou parce que les modèles traditionnels ne leurs conviennent pas ou qu'en partie.

Aujourd'hui, des initiatives publiques émergent, quelques acteurs privés (banques coopératives, fondations) s'intéressent au sujet mais le lien est encore ténu entre les opérateurs de l'habitat social et les soutiens privés pour un habitat participatif novateur plus ou moins autogéré. Par exemple, l'organisation de chantiers bénévoles pour améliorer des habitats privés est parfois considérée comme un enrichissement gracieux du bien privé. Des outils, à la croisée des politiques publiques et de l'initiative privée, sont à inventer pour soutenir et investir collectivement dans ces projets, sans les dénaturer ni décourager ceux qui en sont à l'initiative.

Chaussure à son pied

Les résultats de l'enquête *outils financiers pour l'habitat groupé* présentée par Relier et Minute Papillon en février 2011 à Lyon confirment qu'il faut trouver de nouvelles solutions pour financer les parties communes, verrouiller la spéculation, anticiper les risques à la construction, aux départs d'habitants, assurer la mixité, faciliter les parcours résidentiels (logements à géométrie variable en fonction de l'âge). Un groupe de travail s'est mis en place pour monter l'outil, associant des structures comme Ingecoop, la SCIC Habitats Solidaires, la NEF et la fédération des PACT.

A l'heure des techniques sophistiquées qui savent prendre l'empreinte exacte des pieds, on rêve d'en faire autant pour son habitat. Et Relier souhaite continuer à travailler collectivement pour créer des chaussures à la bonne pointure permettant à chacun d'accéder à un logement de qualité en milieu rural. Développer un outil financier de soutien à l'habitat participatif, écologique et solidaire qui reconnaisse et accompagne le droit à l'expérimentation va dans cette direction.

Dominique Doré, administratrice
Raphaël Jourjon, salarié

Les habitats légers : cul de sac social ou territoires libérés pour une autre économie ?

Au départ de la réflexion sur le développement de l'habitat mobile et la répression qui s'y rattache, il y a l'intuition que ce fait de société (qui semble être un pis aller et presque une fatalité) pose des questions intéressantes et porteuses de nouveaux concepts sur les changements de mode de vie et sur l'évolution possible vers une économie différente.

Une analyse de l'habitat léger, nomade ou éphémère –c'est-à-dire à faible empreinte, réversible ou démontable, et de ses aspects sociaux, anthropologiques, économiques, écologiques, juridiques, historiques, est forcément périlleuse. RELIER se propose néanmoins d'apporter sa contribution en essayant d'éviter quelques écueils comme l'interprétation communautariste, la stérilité du débat habitat choisi / habitat subi, ou le choix de la précarité comme seul critère pertinent.

Les résistances à l'idée d'habitat léger et /ou mobile

L'habitat mobile remet en cause les habitudes de penser de la majorité des occupants des territoires : les sédentaires. La sédentarité est élevée au rang de valeur de référence, a priori menacée par des migrants sans racines territoriales immédiatement identifiables, dont la mobilité met en lumière des évolutions de la société rapides et difficiles à conceptualiser. La résistance à l'idée d'habitat mobile s'abreuve à différentes sources.

Les préjugés anciens

Une première origine, ancienne, ancrée, est le refus de la migration et de l'immigration de populations gitanes ou foraines comme source d'insécurité. Le nomade serait un improductif qui ne contribuerait pas à la prospérité du pays. Idée fautive puisqu'il met en mouvement des échanges économiques et culturels qui ne se produiraient pas sans lui.



Yourte - Lachaud - Creuse - photo : C. Delestré



Roulotte - Les Landes - photo : S.Brault

Les nouvelles peurs

La deuxième résistance refuse un fait d'habitat relativement nouveau qui mêle de façon hétérodoxe plusieurs populations dont la diversité s'unifie dans la question sous-jacente de l'accès au foncier, de la spéculation, de l'insuffisance de l'offre locative, etc.

Les habitants nomades

On observe d'une part, à l'aube de sa prise de conscience, l'émergence de la volonté d'une partie de la population d'exercer une démocratie qu'on pourrait dire légère, fluide mais pugnace, qui prenne en compte la dimension de l'écologie, la maîtrise des matériaux, de l'énergie, de l'eau et le mode de vie « *décroissant* ».

D'autre part, apparaît une façon d'habiter qu'on peut dire opportuniste : des populations paupérisées sont acculées à rechercher ou à construire des habitations légères, mobiles ou de fortune parce qu'elles sont marginalisées par les évolutions économiques et les carences de l'état. Elles accordent leur habitat à leurs moyens.

Les travailleurs sociaux et les élus

C'est par le biais de l'« empowerment » que le groupe de travail pourrait aborder la question des cadres. C'est une pratique qui consiste à restaurer –souvent avec succès– chez les habitants la capacité à améliorer par eux-mêmes leur situation individuelle et collective en étant associés aux programmes d'habitat les concernant. Les démarches participatives suscitent des résistances chez les professionnels du travail social : elles ne correspondent ni à leurs modes d'action habituels, ni à leur formation.

D'autre part, cette aptitude nouvelle des citoyens à manifester activement leurs besoins inquiète les élus et l'état parce qu'elle restitue à des habitants en état d'illégalité une légitimité et une conscience de leur devenir. L'habitat mobile pose certes des questions de gestion aux élus locaux mais bien des réponses ont déjà été apportées par les habitants eux-mêmes, qu'on peut développer par l'étude de leurs motivations et de leurs besoins sociaux. Il semble inapproprié par exemple de stigmatiser –comme l'a fait le préfet des Pyrénées orientales– les populations pauvres pour « outrage à l'environnement ¹ » sans remettre en cause en même temps les droits acquis des campings à polluer le paysage sur fond de crise du logement.

Et RELIER ?

Quid de la résistance à l'interne de RELIER au sujet de l'habitat léger ? RELIER offre des opportunités structurelles pour monter des projets-recherche. Actuellement le thème de l'habitat mobilise une part importante de l'énergie de la structure. Beaucoup de données et d'initiatives se sont accumulées. Cependant, le positionnement de RELIER n'est pas clair, car les questions posées par un mode d'habitation inhabituel sont complexes : elles relèvent de besoins humains basiques, d'aspirations hétérogènes, et sont confrontées à l'acceptabilité par la société et l'environnement. Existe-t-il une résistance passive à la thématique de l'habitat léger et/ou mobile ? Si oui, comment contourner cette réticence difficile à cerner pour y impulser un mouvement dynamique ² qui précède une action efficace ?

Comment avancer ?

Eclaircir la question de l'habitat léger et en tirer quelques problématiques permet d'envisager un travail d'éducation populaire. Il existe un habitat indigne : les cartons, les tentes et autres abris, mais de façon paradoxale les militants sont conduits à renouveler cette indignité en exigeant l'arrêt des expulsions, considérant que celles-ci ne font qu'empirer les situations de précarité et d'exclusion. Comment avancer ? L'abord caritatif absorbe tellement de forces qu'il n'en reste plus pour le travail de fond. La situation se pérennise par le traitement toujours reconduit de l'urgence. Il conviendrait plutôt de peser sur le changement des lois existantes. En effet, c'est très concrètement ce que le gouvernement s'apprête à légiférer sur des constats partiels et partiels.

Pour y parvenir, les administrateurs et les salariés de RELIER apporteront l'intelligence collective et les outils propres à clarifier le débat et à mettre en lumière une politique de guichet injustement sélective. Leurs constats et propositions résulteront des points de vue croisés d'acteurs identifiés : habitants, architectes, économistes, urbanistes, sociologues, militants, philosophes, juristes, administratifs. L'objectif du groupe pourrait être que ses travaux aboutissent à des résultats concrets c'est-à-dire juridiquement viables.

1 - In « Charte de bonne conduite dans le cadre de la lutte contre la cabanisation dans les Pyrénées orientales » Octobre 2006

2 - Cette résistance a été analysée par Stany et Cambo dans le cadre de l'association 'Echelle Inconnue'.
D'autres associations travaillent sur l'habitat mobile : Halem, Exyzt et Le bruit du frigo.

Françoise Edmonde Morin, administratrice
Clément David, administrateur

Expérimentation avec la Fondation de France

Eco-réhabilitation à dimension sociale et participative

La Fondation de France définit des programmes d'intervention précis qui promeuvent des actions concrètes et de proximité, pour répondre à des problèmes peu ou mal pris en compte par les institutions. Ses programmes insistent sur une même problématique pendant plusieurs années pour favoriser l'installation durable des innovations développées et leur prise en charge par le droit commun. Elle travaille notamment sur les problématiques liées au mal logement et à l'environnement.

Enjeux d'une expérimentation sur l'éco-réhabilitation

L'existence dans les villes, villages, hameaux d'un habitat dégradé (les « dents creuses »), et la difficulté à trouver des modes de réhabilitation abordables pour que tout ménage puisse vivre dans un habitat digne et confortable est un des enjeux importants de cette expérimentation.

Dans ce contexte, la Fondation de France a identifié des points précis sur lesquels elle souhaiterait intervenir et pour lesquels elle attend des réponses :

- Est-il possible d'envisager à l'heure actuelle que des familles à faibles ou très faibles revenus puissent bénéficier de matériaux écologiques pour une réhabilitation de logements dégradés ou très dégradés qui garantira une réduction des charges conséquente ainsi qu'une qualité d'occupation ?
- Pourrait-on développer des filières de construction courtes afin de promouvoir l'emploi de proximité et ainsi limiter les effets négatifs du transport de matériaux, et participer à la vitalité des territoires ?
- Quels dispositifs d'accompagnement faut-il imaginer et privilégier pour garantir la participation des habitants dans la conception du projet et l'entretien des habitats, la durabilité des aménagements réalisés et soutenir les indispensables adaptations des comportements des habitants ?

Pour répondre à ces questions, la Fondation de France a décidé de repérer une quinzaine de projets pilotes et d'accompagner leur réalisation. Elle a souhaité travailler avec RELIER, et Vincent Jannot, son coordinateur, pour mener cette expérimentation. Une première phase, de juillet 2010 à mai 2011, a été consacrée à la préparation de l'expérimentation (élaboration du cahier des charges, repérage puis sélection des projets) et une seconde, s'étalant sur la période 2011 - 2014, à sa mise en œuvre (suivi des porteurs de projet et évaluation de l'expérimentation).

Repérage des porteurs de projet potentiels

La mobilisation s'est appuyée sur les réseaux au sein desquels RELIER et la Fondation de France sont impliqués. Au total, plus de 500 organismes ont été sollicités. Les pôles Personnes âgées, Emploi, Culture, Économie sociale et solidaire de la Fondation de France ont été mobilisés afin de toucher le maximum de porteurs de projet potentiels. De nombreuses fédérations nationales ont également été contactées : l'USH (Union sociale pour l'habitat), la fédération des PACT (Protection, amélioration, conservation, transformation de l'habitat), la FNAR (Fédération nationale des associations régionales), les Conseils régionaux du Massif Central, Peuple et Culture, le réseau des CREFAD (Centre de recherche, d'études et de formation à l'animation et au développement), Terre de liens, le CELAVAR (Comité d'étude et de liaison des associations à vocation agricole et rurale), la FN FR (Confédération nationale des foyers ruraux), les MRJC (Mouvement rural de jeunesse chrétienne), la FN CUMA (Fédération nationale des coopératives d'utilisation de matériel agricole), la CG SCOP (Confédération générale des sociétés coopératives et participatives), les réseaux de l'habitat groupé et participatif, Habitat et Développement, le collectif Ville Campagne, la FN PNR (Fédération nationale des parcs naturels régionaux), MACEO (Association interrégionale d'industriels et de collectivités du Massif Central), la Fondation Abbé Pierre, la FNARS (Fédération nationale des associations d'accueil et de réinsertion sociale), le GRT Bretagne (Groupement de ressources territoriales)...

Présélection des projets

Cet appel a suscité de nombreuses réponses, 136 au total. Elles proviennent d'une dizaine de mouvements divers : bailleurs sociaux, structures d'accueil d'urgence, d'insertion sociale, expérimentation architecturale, économie solidaire, associations de soutien aux gens du voyage, éducation populaire, développement rural, agriculture biologique, habitat groupé, collectivités locales, structures d'insertion par l'activité économique, avec 9 PACT, 17 collectivités (communes, communautés de communes, communautés d'agglomération, conseils généraux), des CAUE, des PNR, etc.

Sur les 136 pré projets étudiés, 35 ont été présélectionnés au sein d'un comité de pilotage constitué de responsables et personnes bénévoles des 3 comités Habitat, Environnement et Emploi de la Fondation de France. Ces 35 structures ont alors présenté leur projet final en répondant au cahier des charges. Finalement, le jury de sélection en aura retenu la moitié.

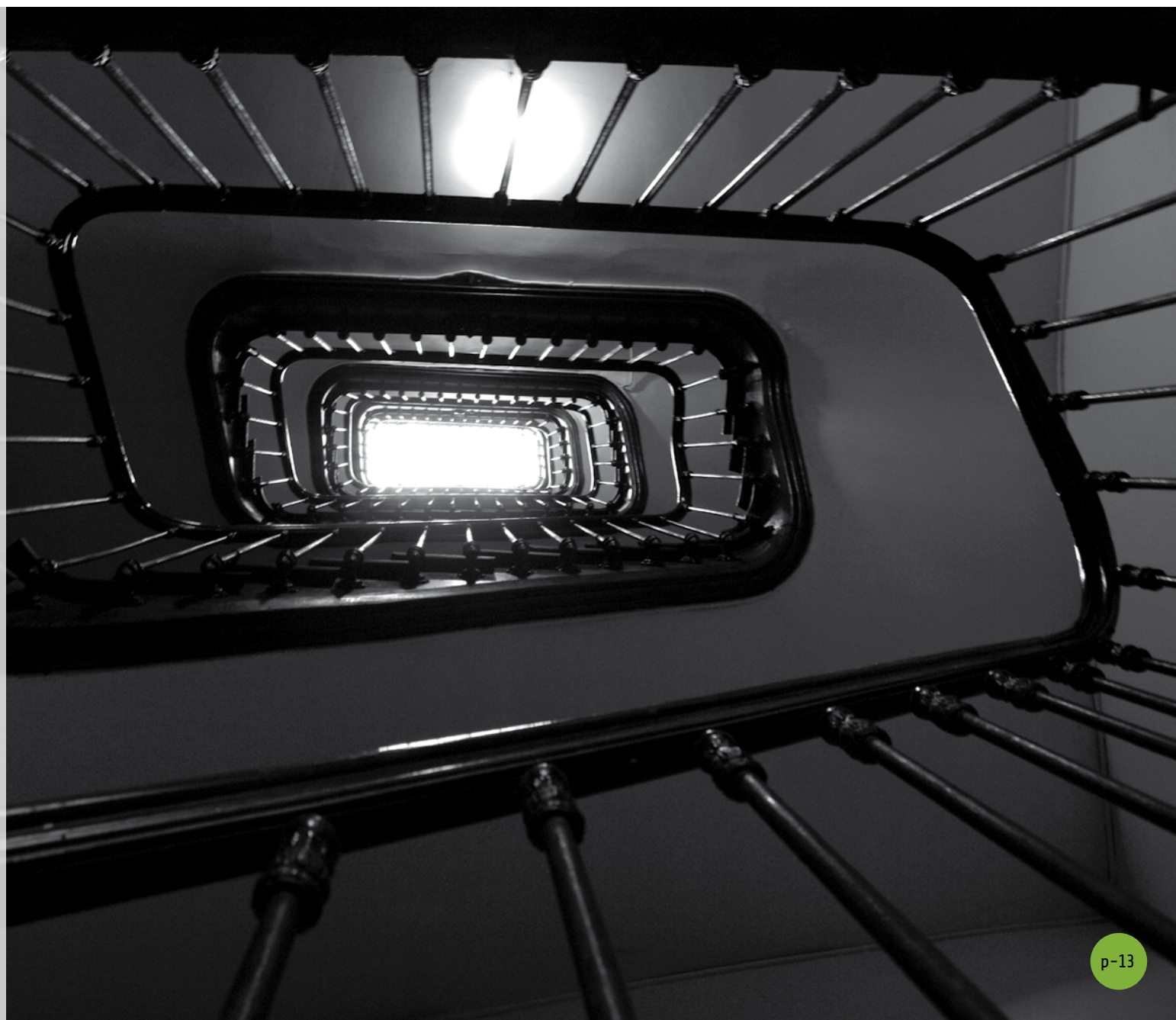
Typologie de la première sélection

Parmi les 35 projets pré-sélectionnés, la moitié s'insère dans un milieu urbain, l'autre dans un territoire rural (dont 20% en Massif Central), et deux entre ville et campagne (un projet à la Réunion). Les trois quarts concernent la création ou réhabilitation de 10 à 30 logements. Dans le quart restant, on trouve quelques «petits» projets (moins de 10 logements) et quelques projets importants (jusqu'à 200 logements). 70 % des dossiers pré-sélectionnés s'intéressent à de la réhabilitation, et 30% à de la construction neuve. 17 structures porteuses sont de droit public ou « semi public », et 18 de droit privé. La mixité sociale est prise en compte, au moins à minima, et les habitants bénéficiaires seront soit locataires soit propriétaires.

Les projets retenus par le jury de sélection

Sur 35 projets instruits, 16 ont été retenus, répartis sur 11 régions : 3 en Rhône Alpes, 2 en Aquitaine, Bretagne, Ile de France et Nord Pas de Calais, 1 en Languedoc Roussillon, Limousin, Lorraine, Midi Pyrénées, Normandie et à la Réunion. Parmi ces 16 initiatives, il y a autant de projets ruraux qu'urbains, autant de projets portés par des structures publiques que privées, 10 sur de la réhabilitation, 4 sur de la construction neuve et 2 sur du mixte. On trouve des projets plutôt collectifs, autant pour des locataires que des propriétaires. On y retrouve aussi des actions en faveur du développement des éco filières courtes même si celles-ci restent souvent à construire. Ces projets touchent de 10 à 120 logements et ménages.

Vincent Jannot, salarié



Retour de rencontres RELIER dans le Morvan

Les 7 et 8 avril 2011 se sont tenues les rencontres Eco-habitons solidaires en milieu rural à Glux en Glenne (58).



Table ronde - atelier lors des rencontres en Bourgogne - Glux en Glenne - Relier - photo : S. Brault

Genèse d'une rencontre

Depuis 2009, RELIER souhaitait organiser une rencontre pour traiter la question de l'accès solidaire au logement en milieu rural. A la recherche d'un partenaire local, RELIER fait connaissance avec l'équipe des services habitat et développement des territoires, santé et solidarités de la région Bourgogne. L'écoute est réelle, l'intérêt réciproque, bref le courant passe. Le Pays Nivernais Morvan est à son tour associé et les rencontres sont planifiées pour décembre 2010.

Un format évolutif

En lien avec les attentes et les actions en cours de la Région et du Pays sur le territoire, le thème des outils financiers solidaires pour l'accès à l'habitat est élargi aux questions de l'urbanisme, de l'écologie et de la mixité générationnelle dans l'approche du logement en milieu rural. Une date est fixée, de nombreux témoins sont mobilisés, les hébergements réservés. C'était sans compter sur la neige qui tombe sur tout l'Est de la France et notamment sur les hauteurs du Morvan deux jours avant la date prévue des rencontres ! Au dernier moment, la manifestation doit être reportée... Il faut alors bloquer une nouvelle date qui convienne à tout le monde, remobiliser les participants, trouver des solutions complémentaires d'hébergement... Les rencontres auront finalement lieu au printemps au centre de recherche archéologique de Glux en Glenne.

Ambiance studieuse mais conviviale

La participation est au rendez-vous puisque près de 110 personnes se retrouvent finalement les 7 et 8 avril 2011 sous un soleil estival. L'intervention de Jean-Claude Bontron de la SEGESA ouvre le bal en abordant la question de l'habitat par l'évolution démographique des territoires ruraux. Les participants se répartissent ensuite en petits groupes pour creuser une problématique plus précise en atelier.

L'ambiance est plutôt studieuse en salle et le site de Bibracte avec sa terrasse attenante au centre de recherche offre un cadre propice à la poursuite des échanges dans une atmosphère décontractée... Après une soirée sympathique (buffet gaulois et jeux d'adresse), les ateliers reprennent le lendemain matin. Pas toujours évident de réamorcer la discussion après les témoignages et les premiers échanges de la veille, mais l'envie de partager et d'avancer ensemble est toujours présente. Quelques électrons libres circulent entre les ateliers, à la recherche de morceaux de débat à recycler, de phrases-choc en direct ou de visages enthousiastes pour la postérité. Il serait en effet dommage de perdre tout ça...

Comment conclure une rencontre de RELIER ?

Le format volontairement court de la restitution des ateliers a laissé la place à une autre forme de synthèse collective : le « débat mouvant ». Il s'agissait de réinvestir les échanges des deux jours, en se mettant dans la peau d'un acteur appelé à réagir à une proposition polémique autour de l'habitat en milieu rural. Chaque participant est ainsi amené à se positionner en tant qu'« élu », « citoyen » ou « expert », avec la liberté de quitter son groupe en cas de désaccord... Allez voir les actes des rencontres sur le site internet de RELIER pour en savoir plus.

Anecdotes des coulisses

Un participant est venu en vélo, malgré les rudes pentes du Morvan, et plusieurs ont choisi le train, bravo pour leur détermination ; le covoiturage a bien fonctionné même si quelques-uns se sont égarés, la nuit, sur ces petites routes sinueuses ; des feuilles d'émergence ont disparu, des clefs été échangées... Enfin la terrasse du centre archéologique de Bibracte a été transformée en salle de jeux le temps d'une soirée. Remercions le collectif de la Remorque pour sa scénographie modulable, très appréciée, ainsi que l'ensemble des participants qui par leur implication ont facilité le bon déroulement de ces rencontres.

Raphaël Jourjon, salarié



Rencontres Ecohabiter solidaire en milieu rural - Relier - photo : S. Brault

Rencontres de l'urbanisme participatif et créatif dans le Puy de Dôme

Les 16 et 17 juin 2011 se tiendront à Busséol (63) les rencontres de l'urbanisme participatif et créatif.

L'esprit des rencontres

Croisant les regards des différents acteurs (urbanistes, techniciens, architectes, sociologues, mais aussi artistes, animateurs, médiateurs culturels ou porteurs de projets), ces rencontres sont le lieu pour échanger sur les méthodes et pratiques associées aux démarches alternatives de programmation d'habitat, d'urbanisme et d'architecture.

Cet événement est l'occasion pour chacun de présenter, dans un cadre convivial, son expérience, ses réussites, mais aussi ses difficultés dans la mise en œuvre des projets, afin d'en tirer les enseignements. Mettre en lumière des expériences originales dans ce domaine et réunir les acteurs concernés pour rechercher des solutions viables aux difficultés rencontrées : encore et toujours la «méthode RELIER»...

A l'origine...

RELIER s'est toujours intéressé à la place de la culture en milieu rural, et depuis 2008, l'association a tenté d'aborder cette question par l'angle de l'habitat. Des collectifs et associations engagés dans des démarches créatives et artistiques dans l'espace public (De l'aire, Bruit du frigo, Les Moyens du Bord, Urgence de l'art, CITI, EXYZT) se sont retrouvés sur cette question : quelles intersections entre habitat et culture en milieu rural ? De rencontres en réunions, RELIER, De l'aire et Pixel ont décidé en 2010 d'organiser ensemble une rencontre sur l'urbanisme participatif et créatif.

De l'aire, association drômoise travaillant sur des dispositifs de médiation artistique et culturelle dans les projets d'aménagement, était par nature intéressée pour accompagner RELIER sur ce champ. Récemment implantés à Busséol (63) et investis depuis longtemps dans la sensibilisation à l'architecture et à l'urbanisme, les membres du *Collectif Pixel* se révélaient de leur côté des partenaires locaux tout indiqués pour l'organisation de cette édition en Auvergne.

Le montage du projet

En résonance au thème retenu, cet événement a été construit de manière participative avec les collectivités locales, associations, artistes et professionnels de l'architecture et de l'urbanisme désireux de partager leurs idées et savoir-faire.

Un comité de pilotage a été mis en place pour affiner la problématique et définir le contenu des ateliers. La recherche des intervenants et l'organisation s'est poursuivie début 2011 avec le concours du *Collectif de la Remorque*.

Un territoire en phase avec la problématique

Zone à dominante rurale située à proximité de l'agglomération de Clermont-Ferrand, le territoire de Busséol et ses alentours sont concernés au premier chef par ces questions d'urbanisme (affaiblissement du lien à la terre comme base économique, arrivée de nouvelles populations, pression foncière...). Les collectivités locales ont la volonté d'associer les habitants et usagers aux choix d'aménagement en s'appuyant sur de nouveaux outils. En témoignent le projet d'ouverture d'un atelier public d'urbanisme à Pérignat et l'arrivée de l'association *Pixel* sur la commune de Busséol.

Les intervenants pressentis

Au programme de ces rencontres sont attendus :

- des témoignages des collectivités et organismes à vocation territoriale à propos de leurs nouveaux outils de gestion et de réflexion urbanistique, à l'image des formations sur les PLU dispensées aux élus du PNR Livradois-Foréz en partenariat avec l'ARDTA (Agence Régionale des Territoires d'Auvergne).

- des contributions d'animateurs de dynamiques participatives, comme Philippe Verdier, qui pratique les ateliers publics d'urbanisme, ou d'associations de médiation et de sensibilisation à l'aménagement comme la Manufacture des Paysages.

- des interventions d'artistes et créateurs tels que l'association les Moyens du Bord ou la compagnie Fiches Théâtre Urbain.

- le regard de chercheurs et d'enseignants investis sur le champ de l'aménagement participatif (Alexis Pernet, paysagiste et enseignant en architecture à Clermont-Ferrand, ou Martin Chenot, directeur de l'école d'architecture de St Etienne).

Des actes retraçant les principaux débats et points forts seront édités à l'issue de ces rencontres. En espérant que les échanges de Busséol donneront naissance à de nouveaux chantiers collectifs, regroupant les personnes investies sur des pistes de travail communes.

Raphaël Jourjon, salarié



S'arrêter un instant, regarder en arrière et en avant, consolider le collectif de travail, tendre des nouvelles passerelles, entendre et associer de nouveaux points de vue... tout ce qu'on peut faire dans une assemblée générale !

samedi 15 octobre 2011

Assemblée générale de RELIER à Clermont-Ferrand, dans les locaux du CREFAD Auvergne, de 10h à 18h

9 rue sous les Augustins
63000 Clermont-Ferrand

La veille, une projection-débat des *Portraits de lieux en vie* sera organisée à 18h et suivie d'un apéro dinatoire convivial.

16 et 17 juin 2011

Rencontres Urbanisme participatif et créatif à Busséol (63)

19 juin 2011

Projection-débat des Portraits de lieux en vie à la Salvetat Peyralès (12)

8, 9 et 10 septembre 2011

Les Valentinoises, rencontres associatives du réseau des CREFAD à Valence
contact : la.co-operative @ wanadoo.fr

1er et 2 octobre 2011

Rencontres du Réseau des Alternatives Forestières à Verdalle (81)

15 octobre 2011

Assemblée générale de RELIER



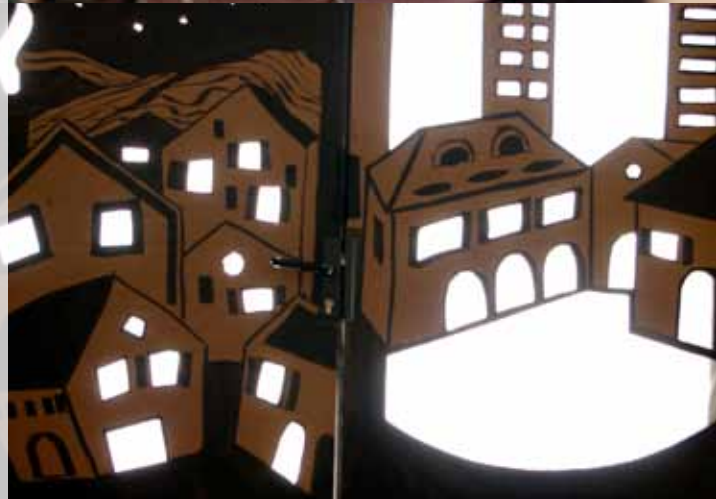
RELIER a complètement rhabillé son site internet. Mais en plus de le revêtir, on l'a changé de l'intérieur ! une autre organisation, un contenu actualisé, rangé, classé et plein de passerelles pour les surfers. Des espaces y sont aménagés pour mettre en ligne les informations que nos partenaires souhaiteraient communiquer (annonces, événements divers, tout ce que le réseau a besoin de savoir...). Vous pourrez aussi vous inscrire, via la site, au nouveau bulletin d'information. Rendez-vous sur www.reseau-relier.org

1 rue Michelet
12400 Saint Affrique
05 65 49 58 67
contact@reseau-relier.org

Les membres du CA :

Bertrand Menguy (bureau), Clément David (bureau), Laurence Fontenelle (bureau), Etienne Alriq, Pascale Laussel, Dominique Doré, Marie-Hélène Chabert, David Moya, Françoise-Edmonde Morin, Jean Le Monnier, Pierre Gillet

Rencontres RELIER sur l'habitat - Avril 2011 - Bourgogne - Débat mouvant - Plénière de clôturation - Plénière de clôturation - photos : S. Brault



Le programme «Habitat » est co-financé par l'Union Européenne. L'Europe s'engage dans le Massif Central avec le Fond Européen de Développement Régional.